

Archives

## Quand le Sénat appelle les « ruraux » à la « débrouille »

vendredi 29 octobre 2010

*Communiqué de campagne*

---

Présent lors d'une conférence organisée au Sénat par Gérard Larcher, en présence du ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, Michel Mercier, le porte-parole de l'équipe de campagne de Jacques Cheminade a pu observer la nouvelle posture des responsables « parisiens » concernant nos régions rurales. En bref, il s'agit de gérer la contraction et de faire passer la manque de moyens pour une donnée alors qu'il est le résultat d'un manque de volonté pour faire face à la crise.

Sous le titre générique de « Ruralité : pour en finir avec les clichés », les différents intervenant étaient censés réfléchir à « l'accès aux services publics et à la santé » et au « développement économique » dans ces régions de France qui, du fait d'un manque criant d'aménagement du territoire et de moyens, sont de plus en plus isolées, en termes géographiques, mais surtout en terme d'accès aux services publics indispensables que sont les hôpitaux, les transports, l'internet ou même parfois la téléphonie mobile, et donc de développement économique.

A ce constat unanime, presque aucune réponse nationale. Vous savez, « c'est la crise », alors...

On invite plusieurs représentants d'associations et d'élus de terrain pour les promouvoir – et se défausser – sur des initiatives, certes intéressantes et utiles, mais reflétant essentiellement l'abandon de ces régions par la puissance publique.

Au fil des interventions, les intervenants aborderont différents bricolages réalisés à partir du terrain, comme la mise en valeur du patrimoine naturel et historique, les regroupements de médecins et le télétravail. Thierry Damien, président de la Fédération nationale des familles rurales, développera même sur les « voisineurs », personnes s'engageant à visiter régulièrement les personnes isolées, ou les arrangements de covoiturage...

Bref, sous prétexte de crise, de dette et donc de manque de moyens, le Sénat français préfère promouvoir la « débrouille » locale.

Jacques Cheminade, lui, préférerait que l'Etat arrête de s'aplatir devant la loi d'un système en pleine déliquescence, qu'il se [réapproprie le contrôle du crédit et finance une politique d'aménagement du territoire ambitieuse](#)... Le développement mutuel, pense-t-il, est dans l'intérêt général et ne peut être assuré que par **une péréquation généreuse et ordonnée**.

---